

505LM16/16

212

(1938)

V. D.76 Relations spéciales avec Bugatti  
 - en vue d'achat d'autorails hors  
 programmes.

Acquisition de deux autorails BUGATTI au titre  
 du programme 1938

	C.A.	1. 6.38	42	VI c
	C.D.	2. 6.38	23	III
	C.A.	3. 6.38	16	II
Lettre SNCF au MTP		6. 7.38		

Acquisition de deux autorails BUGATTI au titre du programme 1938

212

Société Nationale  
des  
Chemins de fer français  
-----

6 juillet 1938

Monsieur le Ministre,

A la fin du mois d'avril et à la fin du mois de mai, la Société Bugatti s'est trouvée dans une situation de trésorerie difficile et notamment gênée pour payer son personnel.

L'attention de la Société Nationale ayant été attirée par le Gouvernement sur cette situation, la Société Nationale a fait un effort pour aider la trésorerie de la Société Bugatti, tout en restant dans la limite des autorisations accordées par vous et en sauvegardant ses droits.

Mais je dois appeler votre attention sur le fait que toutes les automotrices Bugatti prévues à notre programme de 1938 se trouvent maintenant commandées. Nous ne pourrions donc plus augmenter les commandes à passer à cette firme et nos paiements ne seront plus fonction que de la cadence de ses livraisons.

Pour les années futures, enfin, nos besoins en automotrices et spécialement en automotrices rapides à essence des types établis par cette firme, seront très limités.

Il ne pourra donc plus être fait appel à la S.N.C.F., en dehors des commandes de pièces d'entretien nécessitées par le parc d'autorails Bugatti, pour venir en aide aux difficultés de trésorerie de ce constructeur.

J'ai cru de mon devoir d'attirer votre attention sur cette situation.

J'ai l'honneur, Monsieur le Ministre, de vous renouveler l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Signé : GUINAND

Monsieur le Ministre des Travaux Publics  
244, Boulevard Saint-Germain-PARIS (7°)

3 juin 1938



3 juin 1938

p 16

QUESTION II - Achat de deux autorails

Bugatti.-

M. René MAYER, Rapporteur, rappelle dans quelles conditions M. le Ministre des Travaux publics a demandé au Conseil, au cours de sa séance du 1<sup>er</sup> juin, de passer d'urgence la commande de deux autorails Bugatti triples au prix unitaire de 3.550.000 fr, autorails qui figurent au programme de 1938, approuvé par le Conseil. La discussion qui s'est engagée le 1<sup>er</sup> juin a montré le désir du Conseil, d'une part, de déférer au légitime désir du Gouvernement et, d'autre part, d'obtenir certains apaisements en ce qui concerne les conditions dans lesquelles la commande sera à la fois passée et garantie.

M. René MAYER précise que ces autorails sont destinés à compléter, sur le service Paris-Strasbourg, trois unités du même type commandées par le réseau A.L. le 9 novembre 1937. Ces trois premières unités devaient entrer en service le 15 mai 1938. En fait, elles ne sont pas entrées en service à cette date, pour cause de retards dans les livraisons. Ces retards ne sont d'ailleurs pas imputables à la Maison Bugatti, car des interruptions de travail dues à des grèves se sont produites chez le fournisseur de freins et chez le fournisseur des sièges et coussins. Si bien que les automotrices n'ont pu être munies de fauteuils et de freins en temps voulu.

Cependant, la 1<sup>ère</sup> unité a fait ses essais en ligne les 11 et 12 mai, la 2<sup>ème</sup> les fera les 8 et 9 juin et la livraison de la 3<sup>ème</sup> est prévue pour le 10 juillet. Ainsi, au 14 juillet, ces automotrices seront livrées et pourront entrer en service. Mais ce retard, bien que n'étant pas imputable à la Maison Bugatti, a entraîné pour elle des difficultés de trésorerie dues aux retards de la réception provisoire et partant du versement de 10 % qui l'accompagne.

....

En ce qui concerne les deux unités nouvelles pour lesquelles le Gouvernement demande au Conseil de passer commande immédiatement, il résulte des renseignements recueillis qu'elles sont déjà en cours de construction. Il n'y a pas lieu de s'en formaliser, aujourd'hui, car, en l'espèce, ce fait va permettre d'ailleurs au Conseil de trouver une solution au problème qui lui est soumis.

D'après les indications fournies par le Service compétent, il serait possible, eu égard à l'état d'avancement des travaux (matières, approvisionnement et montage), de payer dans les termes prévus au marché : 70 % de la commande totale, soit 4.970.000 fr. Les livraisons pourraient être faites, pour la 1<sup>ère</sup> unité, fin septembre 1938, et pour la 2<sup>ème</sup>, fin octobre.

M. René MAYER rappelle que la demande présentée par le Gouvernement s'appuie sur des considérations tirées à la fois des nécessités de la Défense nationale et de la situation économique en Alsace. Quelle doit être l'attitude du Conseil en présence de cette demande ?

Les automotrices en question figurant au programme approuvé par le Conseil, il n'y a pas de raison technique de ne pas déférer à cette demande. Toutefois, étant donné la situation financière du fournisseur en cause, des avances ne sauraient être consenties sans garanties spéciales; sinon elles risqueraient de tomber, en cas de faillite, dans la masse. La créance de la Société Nationale ne serait remboursée alors qu'au marc le franc.

Dans ces conditions, M. René MAYER estime que de sérieuses précautions doivent être prises par la Société Nationale.

Mais il ajoute que si on garantit comme il convient cette commande, il est d'avis de la passer, d'une part, pour assurer à la Société Nationale un matériel prévu à son programme et, d'autre part, afin de donner satisfaction aux préoccupations gouvernementales.

M. René MAYER examine ensuite les diverses garanties qui pourraient être prises. Il écarte comme insuffisantes trois solutions d'abord envisagées par le Service du Contentieux (cautionnement sur titres, cautionnement bancaire, garantie sur matières). Il ne voit qu'une solution au problème qui se pose, solution proposée également par le même Service : profiter de ce que le fournisseur a approvisionné, préparé, usiné et commencé à monter les automotrices et, après inventaire et constatation, acheter à Bugatti ce qui existe, à savoir les approvisionnements déjà montés, les moteurs faits. La Société Nationale deviendrait ainsi propriétaire d'un ensemble semi-réalisé et apposerait toutes les marques utiles pour témoigner de son droit de propriété. Il n'y aurait donc pas avance sur commandes, mais achat fait moyennant paiement comptant. La Société Nationale étant propriétaire d'objets certains, dont ses contrôleurs en usine seraient les gardiens, elle pourrait, en cas d'accident financier, revendiquer les pièces ainsi achetées, en toute propriété.

Le marché se décomposerait donc ainsi :

- achat du matériel existant après inventaire et vérification par la Société Nationale contre paiement de 70 % du prix total du marché,
- le solde, soit 20 % + 10 % de retenue de garantie, serait payable, comme il est prévu d'habitude, soit 10 % après montage du gros oeuvre, châssis et caisse; 10 % dans le mois de la réception provisoire et 10 % un an après la réception provisoire.



Cette solution aurait comme avantages de donner à la Société Nationale le maximum de garanties et de la faire bénéficier d'un prix ferme en ce qui concerne les matières. La clause de révision ne jouerait plus que pour les salaires et dans le cas d'une hausse de plus de 5% constatée, d'après les règles habituelles de la Commission des Marchés, entre le 1er juin et le 31 octobre qui serait pris comme date de livraison finale, elle ne porterait donc, au plus, que sur 30% du prix.

M. René MAYER souligne qu'il fait ces propositions sans enthousiasme, car elles ne sauraient à elles seules régler la situation du fournisseur, auquel, d'ailleurs, la Société Nationale n'aura plus de commandes à passer. Il s'agit seulement d'une liquidation et le Rapporteur croit devoir insister sur la nécessité de signaler ce fait au Gouvernement en répondant à son appel et de lui indiquer en même temps que la Société Nationale n'a pas l'intention de porter à son programme de nouveaux matériels du même type.

Le Rapporteur signale toutefois :

- d'une part, qu'il reste à la Société Nationale à régler à la Maison Bugatti certaines sommes pour services antérieurs (réparations, fournitures, s'élevant au total à 772.000 fr) qui pourront lui être payés lorsque la S.N.C.F. aura les factures entre les mains;

- d'autre part, qu'à titre de commandes de prototypes de machines à vapeur, passées par l'Etat et le P.L.M. en 1935, M. Bugatti a reçu des acomptes s'élevant à 2.900.000 fr. environ; il propose que, pour ces acomptes, la Société Nationale fasse procéder également à une procédure d'identification des approvisionnements constitués chez le fournisseur en vue d'en revendiquer la propriété.

.....



M. LE PRESIDENT demande si le rapport présenté par M. René MAYER soulève des observations.

M. JARRIGION demande ce qu'il adviendrait des pièces qui seront sous poinçon au nom de la Société Nationale si la Maison Bugatti ne pouvait pas terminer la construction des autorails.

M. René MAYER répond que la liquidation ou le syndic de la faillite pourrait, en l'état d'avancement des travaux, faire terminer cette construction.

M. LAURENT-ATTHALIN est d'accord sur les conclusions du Rapporteur et suggère de faire viser cet achat de matières semi-confectionnées par les principaux créanciers, du moins par la Banque qui a fourni déjà un certain nombre de millions à la Maison en question.

M. LE PRESIDENT charge M. le Directeur Général de faire les démarches nécessaires à cet effet.

D'autre part, il insiste très vivement auprès de M. le Commissaire du Gouvernement pour que soit signalé au Gouvernement que la Société Nationale n'a plus aucune commande à passer à la Maison Bugatti et que, dans ces conditions, il ne pourra plus être fait appel à la Société Nationale pour venir en aide aux difficultés de trésorerie de ce fournisseur.

Sous le bénéfice de ces observations, M. LE PRESIDENT met aux voix les propositions du Rapporteur, qui sont approuvées à l'unanimité.

2 juin 1938

212

PV count

Stino river it corrigée p 23

Ces garanties, nous les prendrons d'autant mieux que le constructeur n'a pas ~~pu~~ attendu que le marché soit passé pour s'approvisionner et être prêt pour entreprendre la construction des 2 autorails. Dans ces conditions, il nous sera possible de scinder le contrat en deux. D'une part, en effet, nous pouvons acheter les approvisionnements déjà usinés, sur lesquels nous ferons apposer toutes marques nécessaires pour identifier notre propriété et nous constituerons gardien, au sens juridique du mot, un de nos contrôleurs en usine. J'ajoute que, pour cette part du contrat, la question de la période suspecte ne se pose pas, puisque nous achetons ferme. D'autre part, nous passerons, pour le surplus, soit 20 % + 10 % de retenue de garantie, un marché payable comme d'habitude : 10 % après montage, 10 % dans le mois de la réception provisoire, 10 % un an après la réception provisoire. Je précise que le prix est satisfaisant, qu'il ne saurait y avoir de clause de variation pour les matières puisque nous les achetons fermes; de plus, en ce qui concerne la main d'œuvre, la clause ne prévoirait plus de variation que dans le cas où il y aurait hausse de plus de 3 % entre le 1er juin et le



Il est probable, car je propose de ramener à cette dernière date, le délai d'expiration du marché prévu précédemment pour le 31 décembre.

J'ajoute que je dirai demain au Conseil, si le Comité est de cet avis, que, dans nos relations avec M. BUGATTI, le marché relatif aux autorails triples n'est pas celui qui présente le plus de risques. Je fais allusion à des marchés passés antérieurement pour l'étude de locomotives à vapeur : des sommes importantes ont été versées à M. BUGATTI pour lesquelles nous avons d'autant moins de garanties que les études risquent de ne pas aboutir en temps utile.

M. LE BENEHRAIS. - Ce sont de vieilles commandes.

M. René MAYER. - Elles remontent à 1935.

M. BUREAU. - Il s'agit d'une commande P.L.M. et d'une commande Etat.

M. René MAYER. - En ce qui concerne la livraison des Bugatti triples qui ne sont pas entrées en service sur la ligne Paris-Strasbourg, à la date du 15 mai, comme il avait été prévu, le retard apporté à cette livraison n'incombe pas au constructeur. Il est imputable aux fournisseurs de fauteuils et de freins qui n'ont pas pu livrer en temps voulu, en raison de grèves. Ces autorails vont entrer d'ailleurs en service en juin et juillet. Mais le retard apporté à leur livraison a eu une conséquence psychologique qui peut être regrettable, celle d'avoir permis aux usagers de la ligne Paris-Strasbourg d'apprécier, dans l'attente des Bugatti, le Service automoteur actuellement assuré par les P.A.R.

Ainsi, je crois que nous pouvons sortir de l'impasse, mais que nous ne sauverons pas pour cela la situation du constructeur, car nous ne pouvons commander des automotrices à la fin de chaque mois.

M. LE PRÉSIDENT..- Il est nécessaire que nous fassions ressortir très nettement cette situation auprès du Ministre des Travaux Publics, car nous n'avons plus de commandes à passer à la Maison Bugatti et il ne faut plus qu'on compte sur nous pour aider à surmonter les difficultés de trésorerie de ce fournisseur.

M. GRIMPRET..- De l'exposé fait par M. René WAYER, on peut tirer deux conclusions pratiques :

d'une part, qu'il importe de surveiller attentivement l'exécution des marchés passés antérieurement pour l'étude de locomotives à vapeur ;

d'autre part, qu'il convient, à l'avenir, de bien réfléchir avant de faire figurer des autorails Bugatti dans nos programmes, d'autant plus ~~qu'ils~~ que ces autorails sont très coûteux.

M. René WAYER..- Ils sont moins coûteux que les T.A.R., c'est la raison pour laquelle je vous avais demandé d'approuver le marché passé avec Bugatti.

M. BURLEAU..- Le prix des autorails Bugatti a, en effet, baissé. J'ajoute que des progrès très appréciables ont été réalisés dans leur construction.

M. LE PRÉSIDENT..- Nous soumettrons demain les propositions de M. René WAYER à l'approbation du Conseil.

ler juin 1938

212



12 juin 1938

Question VI. c

p 42

c) Acquisition de deux  
autorails Bugatti.-

Après une suspension de séance, M. LE PRESIDENT déclare que le Ministre des Travaux Publics vient de lui demander de saisir immédiatement le Conseil de la question de l'acquisition de deux autorails Bugatti, acquisition qui figure d'ailleurs dans le programme d'autorails pour 1938 adopté précédemment par le Conseil.

Le Ministre, qui a approuvé ce programme, demande à la Société Nationale de l'exécuter d'urgence et insiste, à la demande de M. le Ministre de la Défense Nationale et en raison des besoins de trésorerie de M. BUGATTI, pour que le Conseil approuve, séance tenante, un marché pour l'acquisition de ces deux autorails. Il rappelle que le prix primitivement fixé à 3.850.000 fr est ramené à 3.550.000 fr. Les Services de la Société Nationale estiment que ce dernier prix est raisonnable.

M. LAURENT-ATTHALIN demande qu'en tout état de cause, des précautions soient prises par la Société Nationale pour garantir sa créance.

M. LE PRESIDENT se déclare tout à fait d'accord.

M. GRIMPRET fait observer que le Conseil doit se réunir à nouveau le surlendemain, vendredi, à 9 heures. Il demande donc que la question soit renvoyée à cette date très prochaine, pour permettre de l'examiner plus attentivement.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT confirme le désir du Ministre de voir régler l'affaire dès que possible, en raison

des besoins de trésorerie du fournisseur en question. Il précise que l'acquisition des deux autorails Bugatti triples avait été décidée précédemment par le Conseil, en dehors de l'intervention du Ministre. Celui-ci demande seulement que la commande en soit effectuée à temps pour permettre d'éviter la fermeture d'une usine.

M. LE PRESIDENT répète ce qu'il a déjà dit, à propos d'un précédent récent intéressant le même fournisseur, à savoir que la Société Nationale n'est pas chargée d'assurer la trésorerie de ses fournisseurs.

M. BOURGIER appelle l'attention du Conseil sur l'intérêt que présente, tant pour la Défense Nationale que pour l'économie alsacienne, le maintien en activité des usines en cause.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT remarque que le fournisseur consent, en raison des circonstances, une réduction de 300.000 fr par voiture et que l'acquisition a été déjà étudiée et préparée par les Services de la Société Nationale.

M. MOREAU-NERET tient à insister sur le fait qu'il s'agit d'automotrices non encore construites et, qu'avant toute avance de fonds la Société Nationale a le devoir de savoir si la commande pourra être exécutée.

M. LE PRESIDENT informe le Conseil que M. le Ministre des Travaux Publics vient de lui faire savoir qu'il suffira que le Conseil prenne une décision dans sa séance de vendredi prochain pour arriver en temps utile.

L'affaire est donc renvoyée à cette date.